

« 270bis »

"C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS..."



-Italie-été 2005-2^{eme}.acte-

bulletin d'information sur la traque au spectre anarchiste

-niquelajusticeditions-

Résumé des derniers épisodes :

***11 MAI, BARCELONE:** un compagnon de Pise est arrêté après 9 mois de clandestinité. Mis sous enquête pour des actions revendiquées par les C.O.R., groupe d'action d'inspiration marxiste, il s'était éloigné de sa résidence surveillée le 7 août 04. (Dans ce cas il est évident que la collaboration des polices européennes est désormais une réalité, référendums ou non).

***12 MAI, LECCE : 16 perquisitions, 5 arrêtés, 13 mis sous enquête.** Sur les cinq compagnons arrêtés à Lecce, l'Etat italien en a **incarcéré 3** (Saverio Pellegrino, Salvatore Signore et Cristian Paladini) et mis deux en résidence surveillée (Marina et Annalisa). Tous les cinq, actifs dans la lutte contre le centre de rétention (Cpt) du coin, géré par une institution religieuse, sont accusés d'une série d'actions faites à Lecce depuis 2003 : nombreux tags, incendie du portail de la cathédrale, cocktail contre la maison du gestionnaire du Cpt, incendies de distributeurs de billets de la BancaIntesa qui gère les comptes de cette institution, peinture contre un Benetton, sabotage de pompes Esso (fournisseur des troupes en Irak) , révoltes dans le Cpt. De plus, ils sont accusés d'« association subversive » avec 8 autres personnes laissées en liberté provisoire. Ces arrestations s'accompagnent de 16 perquisitions d'habitations et de locaux dans toute l'Italie (Lecce, Aoste, Turin, Trente, Trieste, Chieti, Cagliari, Taranto, Catania).

* **19 MAI, SARDAIGNE: 56 perquisitions, 7 arrêtés, 26 mis sous enquête** Les 56 perquisitions ont eu lieu principalement en Sardaigne, mais aussi à Viterbo, Rome, Gênes et Foggia. 3 personnes ont été mises sous enquête pour « propagande et apologie subversive » (art. 272), 16 pour complicité de délits et 7 (Carlo, Luca, Vinico**(1)**, Roberto, Caterina, Licia et Paolo) ont été immédiatement arrêtés et mis en résidence surveillée pour « association subversive » (art. 270bis). Ces derniers sont accusés d'être « militants ou adhérents » du centre de documentation anarchiste de Cagliari, « Fraria ». Pour les accusations d'« association subversive », l'enquête part notamment d'un colis piégé reçu par la caserne de *carabinieri* (gendarmes) de Stampace le 2 octobre 2003 et de l'incendie du siège électoral de Forza Italia (parti de la coalition gouvernementale, auquel appartient Berlusconi) le 12 juin 2004 à Quartu Sant'Elena pendant les élections européennes et régionales.

* **24 MAI, TURIN: 10 perquisitions.** Neuf domiciles de compagnons actifs dans la solidarité avec les immigrés en lutte (le centre de rétention de cette ville était encore en révolte il y a peu) sont perquisitionnés, ainsi que le centre de documentation "Porfido".

Les opérations policières du jeudi 26 mai 2005 : 110 perquisitions, 10 arrestations. Les différentes unités policières (carabinieri, anti-terrorisme, RG, police) sont intervenues au cours de deux opérations différentes. La première part du procureur de Bologne Enrico Di Nicola, et concerne l'enquête sur la Fédération Anarchiste Informelle (FAIn). Elle a conduit à près de **84 perquisitions** dans toute l'Italie (Bologne, Modène, Macerata, Firenze, Pistoia, Teramo, Chieti, Turin, Como) et **l'arrestation de sept compagnons** (Lucia, Mattia, Elsa, Teo de Bologne, Marco de Rome, Danilo et Valentina de Pescara). **21 personnes**, en tout, sont mises en examen **pour "association subversive à finalité terroriste"**, notamment à Bologne mais aussi à Urbino, Pistoia, Rome, Viterbo et Pescara. Les sept incarcérés sont donc accusés de faire partie d'une association subversive, en l'occurrence la "Cooperativa artigiana Fuoco e affini" qui a revendiqué plusieurs actions explosives depuis 2001. Ils sont aussi tous accusés de "propagande subversive", par la diffusion, web et papier, du bulletin de "Croce Nera Anarchica" (Croix noire anarchiste, équivalent italien de Anarchist Black Cross). Le site internet a donc été fermé par la police. De plus, trois d'entre eux sont accusés plus précisément d'être les auteurs des actions de la "Cooperativa..." (envoi de lettres piégées, fabrication et pose d'engins explosifs contre les flics, les matons, les médias), et deux d'une tentative de braquage le 19 décembre 2001 à la Banca agricola mantovana à Bologne.

La seconde opération part du procureur de Rome, Salvatore Vitello, et concerne trois actions : une explosion contre le tribunal de Viterbo du 19 janvier 2004, une tentative manquée le 23 octobre 2003 contre un service de réinsertion du ministère de la justice à Viterbo et le saccage d'un McDonald's suite à une manifestation, le 13 février '99. Elle a conduit à près de **26 perquisitions** dans plusieurs régions (Turin, Latina, Naples, Trieste, Caserta, Florence et Vérone) et à **cinq arrestations**, Stefano, et Massimo de Viterbo, Danilo, Claudia et Valentina de Pescara (que les flics de Rome ont donc pris quelques heures avant ceux de Bologne). Tous les cinq sont accusés d'« association subversive constituée en bande armée », l'équivalent en France d'association de malfaiteurs; tous, d'être "co-auteurs" de l'explosion contre le tribunal; quatre, d'être les auteurs de celle contre les services du ministère et Massimo, tout seul, du saccage du McDonalds.

Bien entendu, le ministre de l'Intérieur Pisanu a ressorti son bla-bla contre les anarcho-insurrectionnalistes, précisant à partir de cet exemple que "personne ne devrait plus ignorer ou sous-estimer le potentiel subversif que peuvent cacher les épisodes de violences mineures ou d'illégalité diffuse". Ca ne fait pas moins de **190 perquisitions, 22 arrestations (dont 13 emprisonnés, les autres en résidence surveillée) et des dizaines d'inculpations pour "association subversive" qui frappent les anarchistes italiens** dans toutes les villes, de la Sardaigne à Bologne, en à peine deux semaines. Sans compter les arrestations de l'an passé, depuis lesquelles plusieurs compagnons croupissent en taule, et les procès à venir. **(2)**

Les arrestations du 26 mai 2005 représentent un saut de qualité dans les vagues répressives que le mouvement anarchiste italien est en train de subir ces derniers temps. Avec ces 10 arrestations, ils ont voulu frapper les anarchistes très engagés dans la lutte anticarcérale et toujours critiques envers la répression. Les arrestations du 26 mai ont pour but de briser l'expérience de « Croce Nera Anarchica » (Anarchist Black Cross), avec des mesures qui comprennent non seulement l'incarcération des 10, mais aussi le séquestre du compte postale, la fermeture du site internet et du mail, la fermeture de la boîte postale. Un réseau de solidarité s'est déjà mis en place : un nouveau compte est ouvert pour aider les compagnons emprisonnés: de la france: **virement bancaire adressé à Stefano Gabriele Fosco, Via Santa Maria 6 66010 ARI (Chieti) ; Codice IBAN: IT54 P060 5077 560C C010 0016 499**
pour Plus infos: Casella Postale 29 64100 TERAMO CENTRO telefono: 340 9689773 e.mail:panclasta@interfree.it laramaccia@yahoo.it

(1)V.,L., et C. avaient déjà été emprisonnés l'été 2004 au cours de l'enquête de Cagliari (Sardaigne) : de nombreuses perquisitions avaient eu lieu dans toute la Sardaigne et ailleurs et le siège de "Fraria", où se réunissent tous les groupes les plus actifs du mouvement révolutionnaire sarde, avait été séquestré. Le fait reproché est le même que l'année dernière: l'incendie du siège de FI.

(2):durant l'été 2004 deux enquêtes frappent le milieu anarchiste dans toute l'Italie. L'enquête Cervantes, menée par le toujours ambitieux procureur Vitello de Rome, démarre avec plusieurs perquisitions, assignations à résidence et l'incarcération de plusieurs personnes dont 3 sont encore en préventive. La tentative est de regrouper plusieurs enquêtes locales et celle nationale sur la « f.a.i », pour monter de toute pièce un réseau subversif national et international d'initiatives publiques et d'actions individuelles. , pour frapper les luttes anticarcérales et celles pour la libération animale et de la terre(de plus en plus nombreuses dans les dernières années en Italie). Quant à ceux visés dans le cadre de l'enquête sur les COR (cellules d'offensive révolutionnaire) à Pise, trois sont embastillés : Alessio depuis le 7 juin 2004, Willy depuis le 30 juillet 2004 et Francesco depuis le 11 mai 2005 à Barcelone, après neuf mois de clandestinité. Il passera en procès en octobre. Les 10 compagnons sont accusés de terrorisme et passeront le 5 décembre en cour d'assise de Pise

UNE PROPOSITION D'ANALYSE

Depuis quelques années les Etats d'Europe essayent de s'offrir les instruments législatifs et opérationnels pour briser chaque forme de dissensus interne et, dernièrement, externe. Europol (la police européenne), Eurojust (coordination des magistratures européennes), le mandat d'arrêt européen, ne sont que des exemples de ces instruments.

Le but est de contrôler et détruire tous les mouvements politiques qui refusent les compromis avec le pouvoir et agissent en conséquence. Pour cela une sorte de "liste noire" des groupes considérés "hors de la loi" a été rédigée (un peu comme celle aux Usa après le 11/09) dans l'objectif de tous les éliminer. Dans cette liste on peut trouver un peu de tout: des partis comme "Herrri Batasuna" (considéré comme le bras politique de l'E.t.a), aux groupes armés comme "17 Novembre" (en Grèce) et ...11 groupes "terroristes" italiens!

Pour les têtes fort hiérarchisées de ceux qui pensent et appliquent les lois, le "phénomène anarchiste" reste difficile à classer. Le fait d'avoir des rapports informels et horizontaux, de ne pas avoir une structure rigide, ni une idée militariste de la lutte; le fait de ne pas se mettre dans une position d'avant-garde, de sortir de la logique de la clandestinité, sont autant de difficultés pour les enquêteurs et les flics; notamment parce que les lois existantes n'arrivent pas à insérer la « praxis » politique anarchiste dans leurs schémas (ce sont eux mêmes qui le disent).

Et c'est pour cela que leur boulot devient de plus en plus "sale" (comme s'il ne l'était pas assez !): les contrôles sont plus serrés soutenus par une technologie toujours plus développée. Des émetteurs satellitaires (GPS), des micros de la grandeur d'un portable, des microcaméras sont retrouvés de plus en plus souvent dans les maisons, les squats, les sièges, les véhicules des compagnons; les contrôles postaux, les **écoutes téléphoniques (3)** et directionnelles (écoutes à distance), se font plus étouffantes; les enquêtes, les procès, les incarcérations frappent toujours plus de personnes dans toute l'Italie et ailleurs.

L'Italie a sûrement une longueur d'avance par rapport au phénomène de la répression. La magistrature italienne est parmi les plus engagée à poursuivre et à condamner tous ceux qui ne rentrent pas dans le moule de la "dialectique démocratique": islamiques, immigrés, syndicalistes, chômeurs, ouvriers, anarchistes.

Pour frapper dans le tas et condamner le plus grand nombre de compagnons qu'elle peut, la justice italienne se sert des articles: **270** (association de malfaiteurs constitués en bande armée), **270 bis** (association de malfaiteurs avec finalité de subversion de l'ordre constitué), **272** (propagande et apologie de subversion), tous faisant partie du « **code Rocco** », (ensemble de lois, vestige du code pénal mussolinien, qui punit les crimes d'opinion.);

La répression a pour but d'interrompre les fréquentes attaques aux structures et aux hommes du pouvoir et une méthode qui s'est diffusée sur le territoire entier. La magistrature utilise l'argument de l'*association subversive* pour réprimer et punir parce qu' **il n'y a jamais flagrant délit**.

Une occasion de concrétiser cet effort fut le **procès "Marini"**, qui s'est terminé en avril 2004, après 10 ans et 3 appels jugés de plus en plus sévèrement, et qui a mené à la condamnation de 8 anarchistes avec des peines très lourdes. 5 d'entre eux sont aussi condamnés pour association de malfaiteurs constituée en bande armée et avec finalités subversives (art.270 du "code Rocco"). C'est un **précédent judiciaire** important, créé selon les règles de l'art. Ceux qui ont suivi le procès savent que le véritable but était la volonté de punir de manière remarquable les *associations subversives*. Condamner 50 personnes pour subversion (en 1994, au début du procès, 58 anarchistes étaient sous enquête), comme l'avait demandé l'ambitieux procureur Marini, aurait été exagéré pour un Etat qui tant bien que mal tente de conserver sa façade démocratique. (pour ce que cela peut signifier...)

La sentence est politique, la volonté dans sa formulation est politique, les crimes reprochés sont politiques aussi. C'est seulement le premier pas vers l'utilisation de plus en plus fréquente de la formule « *association subversive* » comme instrument de censure et de vengeance étatique dirigé contre ceux qui s'opposent de manière radicale aux exploitations qu'il accomplit quotidiennement. C'est un pas de plus vers la criminalisation de l'idée anarchiste elle-même, étant donné son potentiel subversif.

La réussite du procès "Marini" tient surtout à une géante **farce judiciaire**, reposant sur la construction d'une organisation-fantôme anarchiste (ORAI) dont personne n'avait jamais entendu parler, le lynchage des médias et l'emploi du personnage clé: **la balance**. Dans le cas présent, parler de « montage judiciaire » n'est pas se mettre dans une position de victimes afin d'être acceptés par l'opinion publique, c'est la constatation objective des données.

3) Il y a quelques mois, le 25 février, sur certains quotidiens paraissent des articles dans lesquels Telecom Italia se plaignait de ne pas avoir suffisamment de ressources techniques pour satisfaire toutes les demandes d'écoutes téléphoniques de la magistrature. Il s'agit d'un fait intéressant, presque ridicule, mais qui éclaire la dimension du problème. Nous ne sommes pas les seuls, paranoïaques par vocation, à s'apercevoir de l'anomalie. Le marché de l'écoute est en pleine expansion: on estime une dépense de 300 millions d'euros en 2004; quelque chose comme 140 000 écoutes de portables pour les Telecom seuls et plus ou moins 120.000 tabulaires téléphoniques consignés à la magistrature. Ce sont des données qu'on a tirées d'un article de "la Repubblica", un des journaux qui contribue ces derniers temps au lynchage médiatique des personnes emprisonnées et perquisitionnées.

Jamais on n'a fait et jamais on ne fera de différences entre "innocents" et "coupables" ; jamais on ne prendra de distances avec un compagnon frappé par la répression. On pense que la meilleure façon d'affirmer notre solidarité est de continuer la lutte contre le pouvoir, en sachant que la machine répressive est constituée, dans ses mille pièces, de personnes et structures auxquelles il est possible de s'attaquer. La haine envers toutes formes de domination naît de la volonté de détruire l'Etat, le travail, la famille, les prisons et toutes les autres cages qui nous emprisonnent depuis des siècles, nous obligeant à survivre plutôt qu'à vivre.

SOLIDARITÉ ACTIVE

2005 28 mai: Un paquet explosif a été envoyé à la préfecture de police de Lecce (Italie)

26 mai : En Italie, actions de solidarité avec les immigrés assassinés par la police

25 mai : A Gênes, action de solidarité avec les immigrés en lutte

29 avril : Arezzo(Toscane) attaque revendiquée au siège d'une TV /28 avril : Sabotage antenne télé.

27 avril : Cremona(Lombardie), attaque du siège de "Lega Nord"(parti de droite) /26 avril : attaque du siège de "AN"(parti de droite) 19 avril : ALF revendique la libération de 400 visons en Italie

10 avril : Sassari : attaque d'un district militaire

8 avril : Sassari : attaque d'un commissariat

5 avril : Sardegnna, une bombe est retrouvée devant le district militaire de Sassari

5 avril : Alf revendique une action contre le marché de la fourrure (Italie)

29 mars : Sassari, on retrouve une bombe qui n'a pas explosé devant le commissariat

23 mars : Trois petites bombes explosent à Milan

2004 11 décembre: Rome (Italie) - Colis piégé contre l'Associazione nazionale Carabinieri

10 décembre : Rome (Italie) - Colis piégé contre le "Syndicat Autonome de la Police Pénitencière"

1er décembre : Rovereto (Italie) - Vitrine d'une agence interim fracassée

8 novembre : Milan (Italie) - Explosions contre la prison San Vittore et une agence interim

30 octobre : Milan (Italie) - Deux explosions contre des agences interim

28 octobre : Catania (Italie) - Cocktails molotovs contre une caserne de carabinieri

13 octobre : Parme (Italie) - Incendie d'un camion frigorifique en solidarité avec « Il Silvestre »

24 août : Pise (Italie) - Action de solidarité avec les arrêtés de Il Silvestre

17 août : Lecce (Italie) - Action de solidarité contre les centres de rétention

27 juillet : Paris - Action de solidarité avec les prisonniers en lutte

26 juillet : Paris - Actions de solidarité contre les extraditions et la répression en Italie

26 juillet : Rovereto (Italie) - Incendie d'un passage à niveau

24 juillet : Milan (Italie) - Action de solidarité avec les six compagnons de Rovereto incarcérés

19 juillet : Piacenza (Italie) - Explosion de deux pylônes téléphoniques

16 juillet : Paris - Actions de solidarité avec les inculpés des procès de Gênes

15 juillet : Milan (Italie) - Action de solidarité contre les centres de rétention

26 juin : Milan (Italie) - Action de solidarité contre les centres de rétention

22 juin : Burgos (Espagne) - Action de solidarité avec les prisonniers anarchistes en Italie

15 juin : Milan (Italie) - Incendie d'un relais de téléphone portable

6 mai : Dijon - Action de solidarité avec Marco Camenisch (anarcho-écologiste emprisonné en Suisse)

20 février : Une lettre piégée explose dans un commissariat italien (Reuters)

2003

6 novembre : Paris - Action de solidarité avec Marco Camenisch

13 février : Paris - Action de solidarité avec Marco Camenisch

1er février : Barcelone - Action de solidarité avec Marco Camenisch

21 janvier : un incendie détruit la remontée mécanique de Abetone (Toscane) aucune revendication ; on suspecte les anarchistes.

17 janvier : Paris - Action de solidarité avec Marco Camenisch

2002

16 décembre: La police italienne désactive deux nouveaux colis piégés à Rome (Reuters)

Rappelons que certaines des infos ci-dessus, (tirées des médias officiels et donc à prendre avec précaution), se trouvent directement en italien sur

<<http://anarcotico.net/>> les traductions de textes italiens sur <<http://toutmondehors.free.fr/>> et les dépêches en français sur

<<http://apa.online.free.fr/>>

